

Unité bidépartementale Eure Orne
1, Avenue du Marechal Foch
CS50021
27000 Evreux

Évreux, le 15/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM TSN SAS

Zone Industrielle
RN 138
27300 Bernay

Références : UBDEO.2024.04.133.ERC.AB
Code AIOT : 0005800296

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement FM TSN SAS implanté Zone Industrielle R.N 138 27300 Bernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM TSN SAS
- Zone Industrielle R.N 138 27300 Bernay
- Code AIOT : 0005800296

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FM-TSN est un établissement spécialisé dans le revêtement plastique sur pièces métalliques. Elle exploite des installations de traitement de surface, d'application de peinture et de revêtements plastiques.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Fréquence des contrôles : Eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	rejets atmosphérique traitement de surface	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26	Sans objet
2	plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16	Sans objet
4	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 3.1.8.3.1	Sans objet
5	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 3.1.9.1	Sans objet
6	Suivi du Cr VI, Cr III, Fe	Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 3.1.9.2	Sans objet
7	Surveillance pérenne	Arrêté Préfectoral du 25/10/2016, article 3	Sans objet
8	Transmission des données surveillance pérenne	Arrêté Préfectoral du 25/10/2016, article 4	Sans objet
9	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
10	Analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Sans objet
11	Incendie	Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article art I Annexe I point 4	Sans objet
12	Convention de rejet	Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 3.1.8.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Clôture - Gardiennage	Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 4.17	Sans objet
14	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 2.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de la visite, il n'est pas proposé de sanction administrative. L'exploitant doit répondre aux actions correctives et aux demandes de l'inspection dans les délais indiqués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rejets atmosphérique traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques traitement de surface
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>POLLUANT REJET DIRECT (en mg/m³)</p> <p>Acidité totale exprimée en H : 0,5</p> <p>HF, exprimé en F : 2</p> <p>Cr total : 1</p> <p>Cr VI : 0,1</p> <p>Ni : 5</p> <p>CN : 1</p> <p>Alcalins, exprimés en OH : 10</p> <p>NOx, exprimés en NO2 : 200</p> <p>SO2 : 100</p> <p>NH3 : 30</p> <p>Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.</p> <p>Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.</p> <p>Cas particulier de l'acide nitrique :</p> <p>NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m³ sur un cycle de production et à 800 mg/m³ comme maximum instantané.</p>

Rejets de cyanure : si, pour une raison justifiée par l'analyse de l'impact sur le milieu récepteur et après emploi des meilleures techniques disponibles, la valeur limite d'émission de 1 mg/m³ ne peut être atteinte, la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation doit prendre en compte l'état du milieu récepteur ou les contraintes attachées aux installations de traitement réceptrices.

Article : 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 octobre 2004

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs issues des chaînes de traitement de surface doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit :

- Acidité totale exprimée en H 0,5 mg/Nm³
- HF, exprimé en F 5 mg/Nm³
- Cr total 1 mg/Nm³
- CN 1 mg/Nm³
- Alcalins, exprimés en OH 10 mg/Nm³
- NO_x, exprimés en NO, 100 mg/Nm³

La teneur en poussière des rejets des installations de grenailage, de poudrage et de traitement thermique doit respecter la limite suivante :

- Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³.

Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³.

Constats :

En séance, l'exploitant a présenté les résultats des rejets atmosphériques de la Chaîne TS1. Ce contrôle a été réalisé le 15/11/2022, par la société Chauvin Arnoux. Le tableau récapitulatif des résultats indique la conformité des rejets. A la lecture du rapport, il apparaît que le bureau de contrôle se réfère uniquement aux valeurs limites des rejets atmosphériques présentes dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et ne se réfère pas à celle de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (rubrique ICPE 3260). Or, l'exploitant doit se conformer aux valeurs limites de rejet les plus contraignantes des arrêtés préfectoraux et ministériels qui lui sont applicables. Ainsi, il a été constaté que la concentration en acide fluorhydrique est supérieure à la valeur définie dans l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (2,38 +/-0,72 pour une valeur limite de 2 mg/m³). Cette valeur apparaît conforme dans le rapport de vérification, car elle est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral (dans l'arrêté préfectoral, la valeur limite d'émission pour le HF est fixée à 5 mg/m³), cependant cette mesure est non conforme car elle ne répond pas à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.

L'exploitant indique que le dépassement peut-être lié à l'ajout du produit « dérochant » à l'aluminium (décapant) qui est ajouté une fois par semaine et partiellement dans les cuves. Il présume que la mesure des rejets atmosphériques est intervenue peu de temps après avoir ajouté ce produit dans la cuve de TS1.

L'exploitant a également présenté les rapports de vérifications réalisés par la société Chauvin Arnoux des équipements suivants qui ne présentent aucun dépassement par rapport aux valeurs limites d'émission prescrites :

- Chaîne de TS2: Contrôlée le 15/11/2022,

- Chaîne de TS1 et Chaîne de TS2: Contrôlées le 30/11/2021,
- Tunnel de dégraissage ELM et ELM tunnel de passivation: Contrôlé le 13/01/2022,
- Tunnel de dégraissage Lincoln: Contrôlé le 14/11/2022
- Tunnel de dégraissage: Carrier: Contrôlé le 16/11/2022
- Sablage et Sableuse Eurotherm: Contrôlés le 14/11/2022.

Pour les vérifications des tunnels de dégraissage, de passivation et les chaînes TS, les valeurs limites à mettre comme valeur de références sont les plus prescriptives de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ou de l'arrêté préfectoral.

Il est de la responsabilité de l'exploitant de contrôler les documents transmis par ses prestataires et de vérifier où se situent les valeurs mesurées par rapport aux valeurs limites d'émission et d'engager, le cas échéant les actions correctives nécessaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit indiquer à la société Chauvin Arnoux ou tout autre prestataire qui réalisera la prochaine campagne de mesure des rejets atmosphériques les valeurs limites d'émission de ses rejets atmosphériques. En particulier, lorsque les valeurs limites sont plus contraignantes dans l'arrêté ministériel applicable par rapport à celle de l'arrêté préfectoral, ce sont ces valeurs plus contraignantes qui doivent être retenues.

Il est de la responsabilité de l'exploitant de contrôler les documents transmis par ses prestataires et de vérifier où se situent les valeurs mesurées par rapport aux valeurs limites d'émission et d'engager, le cas échéant les actions correctives nécessaires. L'exploitant indiquera à l'inspection sous un délai d'un mois au plus tard quelles mesures il met en œuvre pour respecter la VLE pour le paramètre HF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux

Prescription contrôlée :

[...] Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a communiqué un plan des réseaux. Les réseaux ont été tracés manuellement sur le plan. Les débourbeurs deshuilleurs sont schématisés, mais ils n'apparaissent pas dans la légende. Les points de rejets ne sont pas identifiés. La date de la dernière mise à jour du plan n'est pas annotée.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit finaliser le plan des réseaux, en légendant tous les ouvrages présents sur les réseaux, en déterminant les points de rejets. La date de la dernière mise à jour du plan doit être spécifiée. Ce plan pourra demandé lors de la prochaine inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Fréquence des contrôle : Eaux résiduaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques.</p> <p>En cas de traitement par bâchée, un échantillon représentatif est analysé avant rejet.</p> <p>[...]</p> <p>III. - [...]</p> <p>Des analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.</p> <p>Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation peut prévoir que la fréquence de ces mesures soit mensuelle, notamment si les flux rejetés par l'installation sont importants.[...]</p> <p>Article 3.1.9.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 15/10/2004</p> <p>Les paramètres suivants doivent être mesurés suivant la périodicité fixée ci-après :- débit, pH : contrôle en continu avec enregistrement pour le pH- CrVI, CrIII, Fe : journalier. Au moins une fois par an, ces mesures devront être effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données DCO, pH, Fe et Cr III sont renseignés sur GIDAF. L'exploitant précise qu'il renseigne ces informations lors des rejets par bâché au niveau de la STEP. Il précise que l'activité du site est réduite et que désormais la fréquence des rejets par baché varie entre 1 et 3 par semaine.</p> <p>Sur les 3 dernières années, les dates d'analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance définie à l'article 3.1.8.3.1 de l'arrêté d'autorisation sont aux nombres de 2 :</p>

- contrôle inopiné du 06 au 07/10/2021 réalisé par Labéo,
- contrôle inopiné du 05 au 06/05/2023 réalisé par Labéo.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se conformer à l'article 34 – III de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, ainsi la totalité des paramètres définis à l'article 3.1.8.3.1 de l'arrêté d'autorisation doivent être mesurés trimestriellement et renseignés sur GIDAF. En l'absence de ces données, l'exploitant s'exposera à des sanctions administratives et pénales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4mois

N° 4 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 3.1.8.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

Les eaux résiduaires comprennent : les effluents de rinçage, les bains de traitement usés et les eaux _de lavage des sols. La chaîne de traitement de surfaces au trempé dénommée « TS » est équipée d'un dispositif de déshuilage au niveau des bains de dégraissage, afin de réduire la teneur en DCO des effluents de rinçage correspondants. Le rejet d'eaux résiduaires en sortie de station d'épuration physico-chimique doit respecter les caractéristiques suivantes, qui se substituent aux normes de rejet édictées à l'article 3.1.7.c page 7 des prescriptions particulières de l'arrêté préfectoral du 6 juin 1996.- débit < 3,9 m³/h et 62 m³/j- pH compris entre 6,5 et 9- température <30C- MES < 30,0 mg/l et 1,86 kg/j- DCO < 150,0 mg/l et 9,3 kg/j- Cr VI < 0,1 mg/l et 0,0062 kg/j- Cr III <3,0 mg/l et 0,186 kg/j- Fe < 5,0 mg/l et 0,31 kg/j- Al < 5,0 mg/l et 0,31 kg/j- Zn < 5,0 mg/l et 0,31 kg/j- Ni < 5,0 mg/l et 0,31 kg/j- Nitrites < 1,0 mg/l et 0,062 kg/j-P < 10,0 mg/l et 0,62 kg/j-F < 15,0 mg/l et 0,93 kg/j- Hyd. Totaux < 5,0 mg/l et 0,31 kg/j- AOX < 5,0 mg/l et 0,31 kg/j]

Constats :

Les résultats du contrôle inopiné réalisé du 05 au 06/05/2023, n'a pas mis en évidence de dépassement des valeurs limites d'émissions (VLE). La concentration du Nickel n'a pas été mesurée lors de ce contrôle inopiné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La totalité des paramètres définis à l'article 3.1.8.3.1 de l'arrêté d'autorisation doivent être mesurés trimestriellement et renseignés sur GIDAF. En l'absence de ces données, l'exploitant s'exposera à des sanctions administratives et pénales.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 3.1.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : L'exploitant doit poursuivre le programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures doivent être transmis au moins mensuellement à l'Inspection des installations classées, [...]
Constats : Les données sont transmises mensuellement sur GIDAF pour les paramètres suivants, pH, CrVI, CrIII et Fe. Néanmoins l'inspection a fait remarquer à l'exploitant que les données du mois de septembre 2023 n'ont pas été renseignées dans GIDAF. Suite à l'inspection, l'exploitant a remédié à cet écart. Les données de septembre ont été ajoutées à GIDAF, le 22 mars 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi du Cr VI, Cr III, Fe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 3.1.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du Cr VI, Cr III, Fe
Prescription contrôlée : Les paramètres suivants doivent être mesurés suivant la périodicité fixée ci-après : - débit, pH : contrôle en continu avec enregistrement pour le pH - CrVI, CrIII, Fe : journalier. Au moins une fois par an, ces mesures devront être effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. L'exploitant de l'établissement assurera, à l'organisme retenu, le libre accès aux émissaires concernés, sous réserve du strict respect des règles de sécurité en vigueur dans l'établissement, et lui apportera toute aide nécessaire à la réalisation des prélèvements ou analyses.
Constats : L'exploitant souhaite arrêter de suivre le paramètre Cr IV, il indique avoir déposé un dossier de porter à connaissance en date du 3 février 2021 auprès de l'inspection, en précisant qu'il avait cessé l'activité de chromatation en septembre 2017 et en communiquant le bordereau de suivis de déchets dangereux de la solution d'acide chromique. Ces éléments avaient été contrôlés lors de l'inspection du 5 février 2020. Concernant les valeurs de Cr VI, l'exploitant renseigne ces données sur Gidaf par un 0. L'inspection valide le fait que l'exploitant ne vérifie plus la concentration « journalière » du Cr VI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection valide le fait que l'exploitant ne vérifie plus la concentration « journalière » du Cr VI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance perenne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2016, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance perenne
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement, dans les conditions suivantes : Limite de quantification à atteindre par substance par les Nom du rejet Substances Code sandre Périodicité EE a shorstotres en ug/l (source : annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009) Eaux de Chloroforme 1135 1 process (trichlorométhane) Sortie du site Chrome et ses 1389 24 heures 5 composés 4 représentatives du Charentonne MESUITS PAT. fonctionnement de trimestre l'installation Cuivre et ses 1392 5 composés Zinc et ses 1383 10 composés Cette surveillance pérenne est à réaliser pendant une durée minimale de 2 ans et demi. À l'issue de cette période et au vu de l'évolution des flux rejetés pour chaque substance, une actualisation de la surveillance peut être engagée à la demande de l'exploitant.
Constats : L'exploitant a réalisé de la surveillance perenne entre le 1 er trimestre de l'année 2017 et le second trimestre de l'année 2019 pour les paramètres Chrome, Chloroforme, Cuivre et Zinc.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Transmission des données surveillance perenne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2016, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des données surveillance perenne
Prescription contrôlée :

<p>Les résultats des mesures du mois M réalisées au titre de la surveillance pérenne des substances dangereuses dans les rejets et en application de l'article 3 du présent arrêté devront être saisis et transmis au plus tard avant la fin du mois M+1 à l'inspection des installations classées sur le site de télédéclaration du ministère en charge de l'environnement prévu à cet effet (gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente - GIDAF) suivant les modalités définies en accord avec l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les résultats de la surveillance perenne réalisée sur son site entre le 1^{er} trimestre de l'année 2017 et le second trimestre de l'année 2019 pour les paramètres Chrome, Chloroforme, Cuivre et Zinc.</p> <p>Par sondage, les résultats du contrôle du 2nd trimestre 2019, ont été vérifiés. Une erreur de reporting a été réalisée sur le chloroforme. La valeur transmise par l'exploitant est en milligramme tandis que le résultat transmis par le laboratoire est en microgramme. L'exploitant devra corriger la valeur dans son tableau récapitulatif.</p> <p>Compte tenu que le flux mesuré durant la surveillance pérenne était inférieur au flux minimal justifiant la poursuite de la surveillance de l'arrêté ministériel cadrant l'activité de traitement de surface, la surveillance des paramètres a été arrêtée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Liste des substances PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a créé une fiche « Liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées,</p>

ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. » . En séance, l'exploitant indique que cette fiche est vierge car il n'a pas, à sa connaissance utilisé des substances PFAS, autres que celles identifiées dans l'arrêté du 20 juin 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit indiquer dans cette fiche, la totalité des substances utilisées même celle qui sont déjà mentionnées dans l'arrêté du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse PFAS
Prescription contrôlée : Art 3 : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. [...]. Art 4 : I. [...] Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. [...] II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : Rubrique de la nomenclature des installations classées Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté 2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713 Trois mois 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 Six mois 2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560 Neuf mois [...].
Constats : L'exploitant a transmis un courriel de SOCOTEC, précisant qu'il installerait le matériel de prélèvement le vendredi 22 Mars avec une programmation du début des mesures pour le samedi 23 Mars 2024 pour les eaux pluviales et entre le lundi 25 et le mardi 26 mars pour les eaux sortant de la STEP . Pour le rejet aqueux en sortie de la STEP, l'exploitant et le bureau de contrôle devront définir si pour ce point, le prélèvement doit être proportionnel au débit de l'effluent ou asservi au temps ou des prélèvements ponctuels.

<p>L'exploitant doit respecter l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. Notamment l'article 4 qui précise en outre ces dispositions: «Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.»</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2023, article art I Annexe I point 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I -L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. L'installation est notamment dotée:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. <p>II.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :-dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;-dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>III.-Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>

<p>IV.-L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été informé de l'évolution de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006, suite à la parution de l'arrêté ministériel du 20 avril 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se mettre en conformité avec la nouvelle version de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 et ce, pour le 2 juillet 2024 au plus tard (date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions applicables). Une attention particulière est portée sur la partie suivante de l'article 10 : II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé : « - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; « - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.» Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. « Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site. « III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Convention de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 3.1.8.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Convention de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le raccordement de l'établissement au réseau pluvial communal de BERNAY doit faire l'objet d'une convention passée entre l'industriel et l'exploitant du réseau. La convention actuelle doit faire l'objet d'une réactualisation sous 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p>La convention doit fixer les caractéristiques maximales et, en tant que de besoin, minimales, des effluents déversés au réseau. Elle doit énoncer également les obligations de l'exploitant raccordé en matière d'autosurveillance de son rejet.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une convention de rejet de 1986 qui n'a jamais été remise à jour.</p> <p>L'exploitant a présenté en séance, le dernier courriel échangé avec le responsable eau potable, animateur BAC, gestionnaire eau de la ville de Bernay qui propose la réalisation d'une convention de rejet par un bureau d'étude externe. Au jour de l'inspection, aucune réunion de travail n'est programmée entre la commune et l'exploitant pour avancer sur le sujet.</p> <p>Le responsable eau potable, animateur BAC, gestionnaire eau de la ville de Bernay a pris contact auprès de l'inspection pour l'informer que la ville de Bernay est en cours de rédaction de la convention de rejet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Clôture -Gardiennage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 4.17</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Clôture -Gardiennage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante, afin d'en interdire l'accès à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>Un gardiennage est assuré en dehors des heures d'ouverture.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a plus de gardien sur le site, depuis 2005. La barrière du site est fermée en dehors des horaires d'ouverture et le site est clôturé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'article pré-cité sera actualisé lors de la prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Propreté des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2004, article 2.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le four Carrier a de la poussière collée dessus. La tour de combustion d'air chaud doit être remplacée. Le brasseur d'air chaud est déformé et dessoudé (créant une ouverture) sur certaines arrêtes de l'ouvrage.

L'exploitant a transmis à l'inspection le 22 Mars 2024, une photo du four nettoyé. L'isolant a été retiré du manchon de la tour de combustion d'air chaud. L'exploitant prévoit de remplacer le manchon car il est craquelé et fissuré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est de la responsabilité de l'exploitant d'entretenir ses installations pour éviter tout risque d'accident et d'incident.

Type de suites proposées : Sans suite